

propositions susceptibles d'assurer la paix et les plus larges rapports économiques et culturels entre les Etats.»... Dans ce même article, on explique « qu'en reconnaissant la cause des mouvements toujours croissants de libération nationale en Asie », il y aura plus de chances « de parvenir à une compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest » et de plus grandes possibilités « d'éviter les complications inutiles et les effusions de sang ».

Le Conseil Mondial de la Paix réuni en juin 1953 affirme que « les peuples prennent conscience de la possibilité d'aboutir à un règlement pacifique de tous les problèmes internationaux ». Ilya Ehrenbourg déclare même : « On peut mettre fin à la guerre froide. L'esprit de négociation l'emporte sur la politique de guerre. »

Si, lors de la conférence de Berlin réunissant la Grande-Bretagne, les U.S.A., la France et l'U.R.S.S. en janvier 1954, aucun accord ne s'avère possible sur le problème allemand, la décision de tenir une conférence à Genève, à partir du 26 avril 1954 « constitue un succès de l'esprit de négociation » (*L'Humanité*, 19 février 1954).

Enfin, la déclaration de Ho Chi Minh (29 novembre 1953) au journal suédois *Expressen* manifeste le désir du gouvernement de la R.D.V.N. d'offrir des possibilités de négociations. Il s'affirme prêt à discuter des problèmes et propositions de paix « à condition que le gouvernement français suspende les hostilités. La base d'un tel armistice devrait être le respect véritable de l'indépendance du Vietnam ». La discussion d'un armistice devrait être « une question à régler entre le gouvernement français et celui de la R.D.V.N. ».

## B. La situation en France

Cette évolution du climat politique au niveau international se traduit également en France, où la situation politique peut se caractériser de la manière suivante :

— dans les milieux dirigeants, dans l'opinion publique, l'opposition à la guerre d'Indochine grandit ;

— le parti communiste français adopte une attitude nouvelle pour essayer de sortir de l'isolement dans lequel il se trouve depuis 1947.

A partir de 1953, les milieux dirigeants politiques et militaires reconnaissent, de façon à peu près unanime, qu'une victoire militaire sur le Vietminh s'avère impossible. L'essentiel désormais consiste à créer une situation militaire relativement favorable permettant une solution politique honorable. Faute de pouvoir envoyer le contingent, le plan Salan, comme le plan Navarre, s'appuient sur l'idée qu'il faut développer les armées des Etats-Unis. A son retour d'Indochine (février 1954) le Ministre de la Défense nationale, Plevin, reconnaît qu'aucun progrès politique spectaculaire, ni même militaire, n'est envisageable, que le temps travaille pour le Vietminh. Le seul espoir de mettre fin à la guerre réside dans la Conférence de Genève. Mais, au préalable, il s'agit de remporter quelques succès militaires. Dans cette optique, le

camp retranché de Dien Bien Phu investi le 3 décembre 1953, doit être conservé à tout prix.

Cependant, les opérations militaires n'apportent pas les résultats espérés, si bien que l'opposition parlementaire s'accroît. D'octobre 1953 à juin 1954, les différents votes de confiance révèlent l'opposition grandissante de l'Assemblée à la politique indochinoise du gouvernement Laniel. Désormais, des socialistes et des radicaux refusent la confiance du Gouvernement! Pierre Mendès-France, qui depuis 1950 a dénoncé l'incohérence de la politique française, avance comme seule solution, la négociation directe et immédiate avec les représentants du Vietminh, précédée d'un cessez-le-feu, alors que le Gouvernement reste partisan d'une confrontation internationale avec les grandes puissances.

Si, de 1947 à 1950, le climat de guerre froide a conduit à une certaine indifférence de l'opinion publique vis-à-vis de la guerre, ce n'est plus le cas en 1953. Le scandale des piastres a porté un discrédit sérieux au régime. Un sondage d'opinion, réalisé par l'I.F.O.P. publié dans *Le Monde* du 23 novembre 1953, révèle le degré d'impopularité de la guerre d'Indochine. Parmi les personnalités interrogées :

— 35 % désirent traiter avec Ho Chi Minh ;

— 15 % désirent le rapatriement du corps expéditionnaire ;

— 15 % veulent rétablir l'ordre ;

— 6 % sont favorables à l'intervention des U.S.A. ou de l'O.N.U. ;

— 5 % souhaitent soit une politique plus énergique, soit l'abandon ;

— 23 % sans réponse ;

— 2 % autres réponses.

Face à la crise parlementaire et à l'état d'esprit de l'opinion publique, le parti communiste français essaie de tirer avantage de cette situation nouvelle, favorable pour lui puisque ce qu'il propose depuis sept ans semble être repris en compte par une grande partie de l'opinion et par un nombre important de parlementaires.

## C. L'attitude du parti communiste français

Conscient du changement de climat politique et donc, de la

### 1. Différents votes de confiance sur la question indochinoise

	contre	pour
1950	337	187
octobre 1953	315	257
mars 1954	326	286
mai 1954	311	262
juin 1954	293	306